

Objectifs d'apprentissage

OA	La consigne	Les notions indispensables à maîtriser	illustrations	A valoriser : les théories, le vocabulaire
Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) comprendre les effets du marché unique sur la croissance.	Savoir présenter les différentes étapes de la construction européenne qui a abouti à une intégration de plus en plus poussée	Elargissement : un nombre croissant de pays intègre l'Union européenne Approfondissement : l'extension qualitative de l'UE : la mise en place de politiques et d'institutions communes zone de libre-échange : éliminer les barrières douanières et les restrictions quantitatives existant entre les pays membres de l'accord. union douanière : instauration d'un tarif extérieur commun. marché commun : éliminer toutes les entraves aux mouvements de facteurs de production (libre circulation du travail et du capital) Union Economique et Monétaire : monnaie commune gérée par une banque centrale commune	De 6 pays à 27 1951 : CECA(charbon/acier)/1957 : Traité de Rome 1969 : Union douanière pour les biens 1986 : Acte Unique européen 1999 : création de l'euro	Typologie de Balassa
	Etre capable d'expliquer pourquoi le marché unique assure la croissance économique	marché unique : un espace sans barrière dans lequel les marchandises, les services et les capitaux circulent librement et où les citoyens européens peuvent librement vivre, travailler, voyager, faire leurs achats, étudier	L'UE est le plus grand espace économique sans barrière du monde : près de 530 millions de consommateurs	quatre libertés : la libre circulation des biens et des services, des capitaux et des personnes

		Conséquence de la libre-circulation des biens sur la croissance économique : Libre-échange assure une spécialisation du pays dans le pays où il est le plus efficace. La productivité augmente. Ouverture des économies génère une accentuation de la concurrence, qui pousse les entreprises à faire des efforts. La compétitivité-prix et qualité augmente Augmentation de la taille des marchés entraîne des économies d'échelle	Entre 1958 et 1970, le PNB moyen a augmenté de 70%	Viner : création/détournement de commerce Analyse de Ricardo des avantages relatifs : effets positifs de la spécialisation Analyse de Lassudrie-Duchêne : les échanges améliorent le bien-être de la population (diversification des biens)
		Conséquence de la libre-circulation des facteurs de production sur la croissance économique : la libre circulation des facteurs de production permet d'adapter la quantité de facteurs de production aux besoins des pays : dans un pays qui manque de main d'œuvre, la hausse du salaire va entraîner un afflux de main d'œuvre venant d'un autre pays de l'UE Permet la circulation du progrès technique, ce qui augmente la productivité	Effets négatifs du Brexit : en quittant le marché unique, la perte est de 800 euros en moyenne pour un habitant	Théorie de la croissance endogène

Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.	Etre capable d'expliquer pourquoi est mise en place une politique de la concurrence, quels sont les instruments de cette politique et les difficultés de cette mise en place	Politique de la concurrence : ensemble des objectifs, des instruments et des décisions prises par une autorité publique de régulation pour encadrer et favoriser la concurrence sur les marchés. Dans l'UE, 2 échelons mènent cette politique : un échelon communautaire : la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne qui s'occupe des cas impliquant au moins trois États / un échelon national : chaque État membre possède une autorité nationale de la concurrence agissant sur son territoire 2 objectifs : un objectif spécifique : favoriser l'intégration des pays en garantissant la libre circulation effective des produits à l'intérieur de l'espace économique européen/ un objectif général : vérifier que les entreprises qui dépassent les autres le doivent à leurs propres mérites, grâce à des prix plus faibles, une meilleure qualité des produits, une relation client efficace. La concurrence est vue comme un jeu à somme positive.	l'Autorité de la concurrence créée en 2009	Surplus Pouvoir de marché
	5 instruments	l'analyse des impacts anticoncurrentiels des opérations de concentration : les opérations de concentration sont les opérations qui ont en commun d'affecter les structures de marché et sont susceptibles de créer ou de renforcer une position dominante sur le marché Le contrôle des concentrations est prospectif et préventif : la Commission européenne donne son accord quand les effets positifs (gains d'efficacité) sont supérieurs aux effets négatifs (réduction de la concurrence)		
		Le projet de fusion de Alsthom et de l'activité ferroviaire de Siemens a été rejeté par la Commission européenne en février 2019, invoquant les conséquences négatives possibles pour le consommateur.		Politique préventive/politique répressive

		La surveillance des aides publiques : les aides d'Etat sont en principe interdites, même si certaines sont autorisées. L'objectif est d'éviter d'avantager les entreprises nationales au détriment des autres et de créer une distorsion de la concurrence. 2 moyens : pour les aides existant , la Commission vérifie la compatibilité de cette aide avec les lois européennes/pour les nouvelles aides, la Commission européenne doit donner son accord	promouvoir la culture et la préservation du patrimoine est autorisé. En 2016, la Commission a demandé à l'Irlande de réclamer 13 milliards d'euros d'impôts à Apple, considérant que le traitement fiscal préférentiel dont la firme avait bénéficié constituait une aide d'Etat illégale	
		Ouverture à la concurrence des marchés : Les Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) : services de nature économique que les Etats membres ou la communauté soumettent à des obligations spécifiques de service public en vertu d'un critère d'intérêt général. Ce sont les grands services de réseaux Principe d'ouverture à la concurrence : libéralisation des marchés nécessitant l'utilisation du réseau/ gestion de l'infrastructure confiée à une seule entreprise en raison de la présence de coûts fixes importants	la gestion du réseau de distribution d'électricité a été confiée à Enedis	Monopole naturel Economies d'échelle Service universel

		La lutte contre les cartels : Cartel de producteurs : entente formelle entre quelques producteurs pour maximiser leurs profits communs en fixant notamment leurs prix et leurs quantités de manière coordonnée Pour lutter contre les cartels : des amendes qui peuvent atteindre au maximum 10% du chiffre d'affaires mondial des entreprises/ programme de clémence mis en place en 1996 : si une entreprise impliquée dans une entente se dénonce et qu'elle apporte des preuves de cette entente, elle bénéficie de l'immunité ou d'une réduction substantielle de l'amende finale	Dans le secteur des légumes en conserve, la Commission européenne a infligé en septembre 2019 une amende totale de près de 32 millions d'euros à Coroos et au groupe Cecab pour avoir enfreint les règles de l'Union européenne en matière de pratiques anticoncurrentielles. Aucune amende n'a été infligée à Bonduelle car elle a révélé l'existence de l'entente à la Commission	Effets négatifs du cartel sur la croissance et le bien-être des consommateurs
		La lutte contre les abus de position dominante : L'abus de position dominante est le fait d'exploiter abusivement une situation de puissance économique sur un marché; par exemple, en pratiquant des prix ou des conditions commerciales inéquitables ou en freinant le développement technique au préjudice des consommateurs Moyens : les amendes peuvent atteindre au maximum 10% du chiffre d'affaires mondial des entreprises	En septembre 2017, Google a été condamné par la Commission européenne à une amende de 2,42 milliards d'euros pour avoir donné une place trop importante à son propre comparateur de prix au détriment de ses concurrents	Distinction position dominante/abus de position dominante Stratégie des entreprises pour abuser de leur position dominante : prix prédateur/ventes liées/remises

		Les limites de la politique de la concurrence: Les difficultés pour apprécier le pouvoir de marché et juger de l'existence d'une position dominante : il faut pouvoir délimiter le marché en cause/ les instruments sont inadaptés pour le secteur des nouvelles technologies Concurrence peut limiter l'incitation à l'innovation et entrer en contradiction avec la politique industrielle : interventions des pouvoirs publics orientant la spécialisation sectorielle ou technologique d'une économie afin d'améliorer la compétitivité des entreprises		Marché pertinent Analyse de Schumpeter sur le rôle du profit dans l'incitation à innover de l'entrepreneur
Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.	Etre capable d'expliquer comment la politique monétaire et la politique budgétaire influencent la conjoncture économique	Politique conjoncturelle : orienter l'activité économique à court terme		Carré magique de Kaldor

		Politique monétaire : ensemble des interventions de la Banque centrale qui ont pour objectif d'influencer l'évolution de la quantité de monnaie en circulation Instruments : politique monétaire conventionnelle : le taux d'intérêt directeur qui est la rémunération que la Banque Centrale demande aux banques pour leur fournir ces liquidités/Politique monétaire non conventionnelle : le Quantitative easing : une banque centrale achète des actifs (en général des titres) avec de la monnaie qu'elle crée Orientation : Pour les keynésiens : la diminution du taux d'intérêt directeur assure une relance de l'économie. Il faut adapter le niveau du taux d'intérêt à la conjoncture économique Pour les libéraux : la diminution du taux d'intérêt directeur entraîne seulement à moyen terme une accélération de l'inflation. La masse monétaire doit croître à un taux fixé à l'avance et proche du taux de croissance de l'économie	Jusqu'aux années 1970, politique d'inspiration keynésienne/ depuis politique d'inspiration libérale La Fed a deux objectifs : lutte contre l'inflation et contre le chômage La BCE a un objectif : une inflation inférieure à 2%	Rôle et statut de la Banque Centrale Limites de la baisse du taux d'intérêt directeur pour relancer l'activité économique lors de la crise de 2008 et celle liée à la pandémie de la covid Analyse de Keynes Analyse de Friedman
--	--	--	---	--

		Politique budgétaire : ensemble des mesures qui ont des conséquences sur les ressources et les dépenses de l'État. Instruments : recettes fiscales (l'ensemble des prélèvements sur les ressources des contribuables, qui servent à couvrir les dépenses publiques de l'État) / dépenses publiques/ solde budgétaire : recettes- dépenses. Quand il est positif : excédent budgétaire/quand il est négatif : déficit budgétaire Distinction déficit/dette : la dette est l'ensemble des emprunts effectués par l'État, dont l'encours (montant total des emprunts) résulte de l'accumulation des déficits de l'État Orientation : Pour les keynésiens : en période de récession, il faut mener une politique de relance. A court terme, il y a un déficit budgétaire, qui sera compensé par la hausse des recettes fiscales générée par l'augmentation de la production Dans les années 80, les libéraux mettent en avant les limites La politique ne permet pas d'augmenter la production : la demande n'augmente pas car les ménages épargnent une partie de l'augmentation de leur revenu en escomptant une hausse future des impôts ; une partie de l'augmentation de la demande profite aux entreprises étrangères car les entreprises nationales sont perdu en compétitivité-prix Le financement par emprunt du déficit budgétaire crée un effet d'éviction : les entreprises ont du mal à financer leur investissement et un effet boule de neige : le déficit génère une dette qui accroît le déficit budgétaire	Jusqu'aux années 1970, politique d'inspiration keynésienne/ depuis politique d'inspiration libérale Politique de relance de 1981 en France Echec de la politique de relance de 1981	Recettes fiscales : impôt sur le revenu/TVA Dépenses : Etat-Gendarmerie/Etat-Providence Multiplicateur keynésien Théorie du revenu permanent de Friedman Contrainte extérieure Marché des capitaux : offre et demande de capitaux soutenabilité de la dette : la capacité d'un État à faire face à ses emprunts
--	--	--	--	--

		Politique libérale : il faut limiter le déficit budgétaire en diminuant les dépenses publiques		Effets pervers de la hausse des impôts et des dépenses sociales sur l'incitation au travail et sur la croissance économique
Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).	Etre capable de présenter l'organisation de la politique monétaire et budgétaire dans l'UE Expliquer pourquoi ces caractéristiques génèrent des difficultés : défaut de coordination et chocs asymétriques	La politique monétaire est mise en œuvre par la Banque Centrale Européenne. Le Système européen de banques centrales (SEBC) est la principale autorité monétaire : il est composé de la Banque centrale européenne et de toutes les banques centrales nationales (BCN) des États membres de l'Union qu'ils aient ou non adopté l'euro La politique budgétaire demeure du ressort des gouvernements et des parlements des États membres. Cette politique budgétaire est cadrée par les Traités européens : le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) ratifié en 97 impose un déficit public inférieur à 3% du PIB et un endettement public inférieur à 60% du PIB. Le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) ou pacte budgétaire européen entré en vigueur le 01/01/2013 prévoit des règles communes de gouvernance économique et budgétaire : les pays s'engagent à avoir des "budgets équilibrés" ou "en excédent" sur un cycle économique ou un déficit structurel toléré de 1%		Triangle d'incompatibilité de Mundell Règle d'or budgétaire

		Les politiques ne sont pas coordonnées pour éviter les conséquences des chocs : comme dans une Union monétaire la politique monétaire est commune et le recours aux politiques budgétaires de relance limité, les conséquences négatives d'un choc asymétrique ne peuvent être compensées Choc asymétrique : un événement ayant un impact macroéconomique seulement dans un pays, ou avec une intensité différente selon les pays En l'absence de coordination de politique budgétaire, le pays qui connaît une baisse de la demande aura du mal à relancer l'économie : mettre en place seul une politique de relance peut profiter aux autres pays, et il ne peut compter sur l'augmentation de la demande due aux politiques de relances des autres Etats. S'il y avait une coordination budgétaire, les pays partenaires pourraient mener des politiques de relance, ce qui augmenterait la demande en faveur du pays qui a connu le choc.	Fédéralisme aux Etats-Unis permet de compenser les effets négatifs Epidémie de la covid sur les zones touristiques	Distinction choc asymétrique/choc symétrique Réponse à un choc négatif sans et avec union monétaire
--	--	---	--	---